



Conseil économique et social

Distr. générale
17 novembre 2014
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-neuvième session

9-20 mars 2015

Suivi de la quatrième Conférence mondiale

sur les femmes et session extraordinaire

de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes

en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement

et paix pour le XXI^e siècle »

Déclaration présentée par l'Association mondiale des guides et des éclaireuses, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante, qui est diffusée conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



Déclaration

« Si l'on veut que les femmes participent sur un pied d'égalité avec les hommes à tous les aspects de la vie et du développement, il est grand temps de reconnaître la dignité humaine et la valeur de la fillette et de lui assurer la jouissance intégrale de ses droits et libertés fondamentales ». Cette affirmation du Programme d'action de Beijing est valable aujourd'hui comme elle l'était en 1995, mais malheureusement, les problèmes identifiés dans le Programme d'action persistent encore aujourd'hui. Trop de filles continuent de souffrir régulièrement d'injustice et de violence et se voient privées de leur enfance et contraintes à un mariage forcé et, dans beaucoup trop de sociétés être née fille reste une source majeure de discrimination et d'exclusion.

L'Association mondiale des guides et des éclaireuses, au moment où elle examine le Programme d'action de Beijing et façonne le nouveau programme de développement, estime qu'il reste essentiel de combattre les causes structurelles profondément enracinées de la discrimination et de défendre les droits des femmes et des filles. L'heure est à l'opportunité, au défi et surtout, à la responsabilité. En confrontant l'inégalité dans son tréfonds, nous pouvons transformer l'avenir d'un milliard de filles à travers le monde.

Les progrès réalisés jusqu'ici:

« Nous sommes en 2014 et nous souffrons des inconvénients liés au fait d'être à la fois jeunes et femmes. On nous empêche de fréquenter l'école; nous passons notre temps à nous occuper de la maison et de la famille et nous sommes constamment menacées de violence. On refuse de nous reconnaître nos droits », déclare Pippa, une jeune membre du mouvement, dans une lettre ouverte aux Parlementaires du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

L'année 2015 représente une étape à de nombreux égards. Non seulement marque-t-elle le vingtième anniversaire de l'adoption du Programme d'action de Beijing, mais c'est aussi l'année où sera adopté un nouveau cadre mondial de développement pour succéder aux objectifs du Millénaire pour le développement. Malgré des progrès réalisés de haute lutte vers l'égalité entre les sexes au cours des 20 dernières années, le rythme de l'évolution a été d'une lenteur incroyable, et il reste encore des fossés à combler. Les filles restent le groupe qui a reçu le moins d'attention et a connu le moins de progrès depuis 1995.

L'égalité des sexes et l'autonomisation des filles et des femmes sont aujourd'hui pleinement reconnue comme l'une des conditions préalables à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. L'attention portée aux filles en particulier est régulièrement invoquée comme la clé de tout programme international de développement efficace. Cela dit, il ne nous faut pas perdre de vue que l'égalité des sexes et l'habilitation des filles n'est pas seulement affaire d'économie, mais aussi et surtout de droits fondamentaux. Ces droits sont affirmés dans plusieurs déclarations, traités et autres documents négociés par les gouvernements qui font de l'égalité des sexes un principe fondamental.

Les principaux obstacles et la voie vers l'avenir

Pour que l'examen 20 ans après de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing offre une réelle possibilité, il importe que les États Membres soient prêts à reconnaître les écarts et les échecs et à y remédier avec la plus haute urgence.

Intégration de l'égalité des sexes dans le processus de décision

La mise en œuvre du Programme d'action de Beijing doit rester la priorité pour tous les pays. Les droits, les priorités et les aspirations de plus de 50 % de la population ne peuvent plus rester ignorés. Il leur faut figurer à la place qui leur revient - au centre de toute politique, de toute stratégie et de toute décision.

Les filles au centre de la politique

Bien que le Programme d'action de Beijing ait marqué une importante étape pour les droits des filles en incluant une section particulière sur la Petite fille (chapitre IV, section L) les filles continuent de souffrir de discrimination à tous les stades de la vie, tout au long de leur enfance et de leur vie d'adulte. Les intérêts des filles en tant que groupe social particulier mais divers, restent sous-représentés. Pourtant, certains des rapports d'examen présentés en prévision du vingtième anniversaire ne font même pas état de la section du Programme d'action consacrée à la petite fille. Nombre de ceux de ces rapports qui rendent compte de cette question ont fait état d'une façon générale des progrès réalisés par les enfants mais ne consacrent pas une mention particulière aux filles. Il est essentiel de bien comprendre que la discrimination dont souffrent les filles n'a rien à voir avec celle dont les garçons, les hommes ou les femmes font l'objet.

Le changement social nécessaire pour instaurer l'égalité des sexes

Les inégalités structurelles qui empêchent les femmes et les filles d'exercer leurs droits et de réaliser pleinement leur potentiel sont bien documentées, y compris dans les rapports nationaux publiés par les gouvernements. Comme dans beaucoup de pays, l'inégalité entre les sexes est profondément enracinée dans des normes, attitudes et comportements sociaux qui cantonnent les filles et les femmes dans les rôles qui sont traditionnellement les leurs, il faut un engagement politique aux plus hauts niveaux pour susciter un changement social.

De l'examen de Beijing 20 ans plus tard à l'après-2015 : appel à l'action

La déclaration de la mission du Programme d'action de Beijing souligne que « La réussite du Programme d'action de Beijing exigera un engagement ferme des gouvernements » et institutions internationales. En tant que principal mouvement de soutien aux filles et aux jeunes femmes, nous travaillons chaque jour à réaliser notre vision d'un monde où « toutes les filles et les jeunes femmes soient appréciées et s'emploient à changer le monde ». Ayant identifié les lacunes dans la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing, nous exhortons les États Membres à tenir leurs promesses en engageant les actions suivantes:

a) En redoublant d'efforts en vue de l'application pleine et efficace du Programme d'action de Beijing;

b) En passant d'une promesse rhétorique à une action véritable et en allouant des ressources adéquates pour aider à réaliser les objectifs stratégiques du chapitre IV, section L du Programme d'action de Beijing concernant la petite fille;

c) En appuyant les organisations qui offrent aux filles les possibilités de s'épanouir;

d) En prenant note des leçons tirées de la mise en œuvre du Programme d'action pour alimenter la réflexion sur le programme de développement pour l'après-2015.

La cinquante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme offre une occasion unique de passer de l'examen 20 ans après du Programme d'action de Beijing à un nouveau programme de développement. Grâce à ses consultations avec des filles et des jeunes femmes, l'Association a pu identifier les principaux défis auxquels celles-ci doivent faire face, ainsi que les solutions qu'elles proposent pour permettre l'avènement du monde dans lequel elles souhaitent vivre au-delà de 2015.

« Le monde auquel j'aspire pour les filles est un monde d'égalité, un monde de respect partout pour les êtres humains et un monde de développement. C'est un monde sans souffrance, sans pauvreté et sans sujétion. C'est un monde où tous les enfants reçoivent une éducation et ont accès à des soins de santé. C'est un monde où les filles et les femmes sont habilitées et appréciées ». Cet appel aux décideurs a été affiché par une jeune femme des Philippines sur le blog « World We Want for Girls ».

Pour apporter les changements qui transformeront la vie de toutes les filles et les jeunes femmes au-delà de 2015, nous exhortons les gouvernements à écouter ce que les filles ont à dire, à se montrer ambitieux et à prendre les engagements suivants concernant le nouveau programme de développement:

a) Ne laisser personne en arrière, en reconnaissant la complémentarité des inégalités qui rendent les filles et les jeunes femmes particulièrement vulnérables face à la violence, aux mauvais traitements, à la privation de soins et au dénuement.

b) Poursuivre l'objectif spécifique de l'égalité des sexes et de l'autonomisation, c'est-à-dire d'une approche du cycle de vie qui habilite les filles et les femmes aux divers stades de leur vie. Cet objectif spécifique devrait prévoir des mesures énergiques pour lutter contre les causes structurelles sous-jacentes de l'inégalité entre les sexes, notamment:

i) pour éliminer les normes, attitudes et comportements sociaux profondément enracinés qui empêchent les filles et les jeunes femmes de jouir de l'ensemble de leurs droits fondamentaux;

ii) pour éliminer toutes les formes de violence, ainsi que les autres pratiques préjudiciables aux filles;

iii) pour assurer l'égalité de pouvoir de décision à tous les niveaux et tant dans le domaine privé que dans le domaine public;

iv) pour intégrer l'égalité des sexes dans le nouveau cadre de développement vis-à-vis de tous les objectifs;

v) pour investir dans des systèmes de collecte et de diffusion de données permettant de ventiler les indicateurs selon le sexe et l'âge pour tous les objectifs;

vi) pour reconnaître les filles et des jeunes femmes comme occupant une place centrale dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi du nouveau programme de développement.

Le nouveau programme doit reconnaître le potentiel de leadership des filles et investir dans leur autonomisation à travers l'éducation, en veillant particulièrement à leur assurer une éducation de qualité au-delà des années de primaire. Il doit également reconnaître l'éducation non scolaire comme déterminante pour l'habilitation des filles. Priorité doit être donnée à l'investissement dans l'éducation sur les droits de l'homme et sur l'égalité des sexes, car c'est par ce type d'éducation que commence toute transformation des attitudes à l'égard du rôle et de la position des filles et des femmes dans la société.

Nous restons déterminées à travailler avec les Nations Unies, les gouvernements, les organisations de la société civile et les autres parties prenantes afin d'aider à édifier un monde où toutes les filles puissent réaliser leur plein potentiel.
